

## Vingt ans de lutte contre le réchauffement climatique en France : bilan et perspectives des politiques publiques

### Déclaration du groupe de l'Outre-mer

La tenue en France, à la fin de cette année, de la 21ème conférence des parties de la convention cadre des Nations Unies, dite COP 21, justifie pleinement que le CESE se soit saisi de ce problème à travers les deux avis complémentaires que nous avons examiné. Le groupe de l'Outre-mer, très sensible à ces questions qui deviennent de plus en plus cruciales pour les territoires ultramarins, se réjouit que ces débats puissent se tenir dans cette enceinte et notre intervention portera sur les deux avis qui, somme toute, relèvent des mêmes problématiques.

Plus personne en effet ne conteste l'accentuation du réchauffement de la planète sous l'effet d'une augmentation importante des émissions des gaz à effet de serre. Dans notre sphère géographique, cela se traduit notamment par une très forte poussée du risque cyclonique qui favorise chaque année la formation d'ouragans de plus en plus violents et de plus en plus destructeurs. Par ailleurs un récent rapport de la très sérieuse *National Oceanic and Atmospheric Administration* vient de lancer une alerte sur le fait que les barrières naturelles que forment les récifs coralliens s'amenuisent et ne remplissent plus leur rôle de protection des côtes, ce qui signifie de profondes modifications de la houle et une érosion côtière violente.

L'heure est donc, comme les rapporteurs l'ont souligné de manière unanime, à la mobilisation générale et à la « *remise en cause des modes de production et de consommation incompatibles avec des ressources limitées et une répartition équitable des richesses* ». Dans cette optique, le CESE préconise une action orientée selon trois axes :

- une réduction des consommations d'énergie ;
- une incitation à produire et à consommer différemment ;
- une prise d'initiative en faveur de la mise au point de procédés et de technologies sobres en carbone.

Certes, et nous le savons depuis longtemps, l'argent est le nerf de la guerre. Il faudra donc, en effet, rechercher les financements diversifiés qui rendront possible la réalisation de ces objectifs mais le groupe de l'Outre-mer reste réservé en ce qui concerne l'instauration de nouvelles taxes qui pourraient pénaliser le citoyen ou mettre en péril la survie des petites entreprises.

Il partage ces objectifs en insistant sur l'absolue nécessité de renforcer la cohésion entre les politiques nationales et celles qui sont menées dans les territoires et les collectivités territoriales, y

compris les plus petites d'entre elles. Pour ne prendre qu'un exemple, la réduction de la consommation d'énergie passera par une volonté et une action individuelles du consommateur citoyen que nous sommes, chacun et chacune d'entre nous. Cette complémentarité, quoiqu'indispensable en Outre-mer, sera encore plus difficile à réaliser dans les territoires ultramarins.

Le groupe partage également la recommandation selon laquelle des efforts renouvelés, notamment en termes d'aide financière, doivent être consentis en direction des populations les plus vulnérables et les plus pauvres. Mais cette aide financière devra se doubler d'une aide technologique et méthodologique ; chacun des avis le souligne, le « savoir-faire » français doit mieux s'exprimer dans la sphère internationale et aussi en Outre-mer.

Enfin, le groupe souhaite insister sur un point : notre salut réside aussi dans les comportements que sauront adopter, à l'avenir, les générations qui nous succéderont. C'est pourquoi il souhaite que, dès le plus jeune âge, à l'école mais aussi au collège et au lycée, de véritables programmes scolaires soient proposés sur ces questions. L'Éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD), très prometteuse, à peu à peu disparu des enseignements. Même si l'air du temps semble plutôt pousser à la suppression de contenus pourtant indispensables, il serait judicieux de les réintroduire de manière plus systématique et plus généralisée.

Le groupe, en phase avec l'ensemble des analyses et des préconisations, a voté ces avis.